Changement climatique : les acteurs citoyens se mobilisent

jeudi 17 décembre 2009

Pour limiter à 2°C le réchauffement global, la plupart des climatologues estiment que les pays industrialisés devraient réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de 25 à 40 % d'ici à 2020 et de 80 à 95 % d'ici à 2050 - par rapport à la date de 1990 qui est prise comme référence... Du 7 au 18 décembre, la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, à Copenhague, doit déterminer les objectifs et les solutions pour prolonger le protocole de Kyoto, qui se termine en 2012.

A cette occasion, des organisations de défense de l'environnement, de solidarité internationale, de droits humains s'associent pour des propositions, des appels et des campagnes de plaidoyer.

Les ONG s'inquiètent du peu de propositions concrètes des pays négociateurs. Elles demandent aux pays industrialisés de reconnaître leur responsabilité en tant que principaux émetteurs historiques de gaz à effet de serre et donc d'accepter un effort conséquent pour assurer le transfert de technologies propres et des financements vers les pays du Sud, notamment via un fond mondial pour le climat.

Les associations insistent pour que le nucléaire et les agrocarburants ne soient pas considérés comme une solution, et que les efforts soient consentis de façon additionnelle aux mécanismes de compensation. Ces « droits à polluer » financent des projets d'économies d'émission de GES dans un pays en développement équivalentes à ce qu'on aura émis au Nord.

Pétition d'Avaaz pour "un vrai accord à Copenhague"

Communiqué d'Avaaz, 17 décembre 2009

A deux jours de la fin de négociations cruciales, la Conférence de Copenhague sur le climat s'annonce comme un échec.

Les dirigeants du monde entier sont arrivés à Copenhague et ont entamé un round final de 60 heures de négociations directes. Chacun d'entre eux devra décider de prendre la stature d'un héros ou au contraire de provoquer un échec collectif. Mais ils n'agiront que si nous agissons aussi.

Un mouvement mondial s'est construit progressivement dans l'objectif de peser sur cette échéance. Il est temps à présent d'exercer une dernière fois une pression massive - à travers un appel citoyen mondial en faveur d'un vrai accord qui arrêtera la catastrophe climatique. Dans les prochaines 48 heures nous avons la possibilité de construire la plus grande pétition jamais signée. (...)

Pétition aux 110 Présidents et Premiers Ministres présents à Copenhague :

" *Nous appelons chacun d'entre vous à faire face à ses responsabilités en acceptant les concessions nécessaires à la résolution de cette crise historique. Les pays riches doivent proposer des financements justes et tous les pays doivent fixer des objectifs de réduction des émissions ambitieux. Nous vous appelons à ne pas quitter Copenhague sans un accord juste, ambitieux et contraignant*

qui protègera le monde d'un réchauffement mondial de 2 degrés aux conséquences désastreuses. "

– Plus d'infos et signer la pétition : www.avaaz.org/fr/save_copenhagen/98.php ?CLICKTRACK

La campagne Ultimatum climatique

Cette campagne a été lancée par le WWF, Greenpeace, Action contre la Faim, Care France, la FIDH, la Fondation Nicolas Hulot, Les Amis de la Terre, Médecins du Monde, Oxfam France / Agir Ici, le Réseau Action Climat, le Secours Catholique, qui ont écrit une lettre au Président de la République et lancé une pétition.

La campagne demande que les pays industrialisés s'engagent collectivement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici à 2020 et à aider les pays en développement en matière de prévention des émissions de GES et d'adaptation au changement climatique, qui va toucher les plus pauvres de plein fouet.

– http://www.copenhague-2009.com/

Don't nuke the climate

Coordonnée par le Réseau "Sortir du nucléaire", cette campagne demande que la production d'électricité nucléaire ne soit en aucun cas considérée comme "propre" et qu'elle ne soit par conséquent pas incluse, contrairement aux souhaits de certains Etats, dans les accords négociés à Copenhague.

– http://www.dont-nuke-the-climate.org/

Le Collectif Urgence climatique et justice sociale

Ce collectif estime que "les objectifs de réduction des émissions de GES à atteindre ne peuvent l'être que par l'adoption, par les collectivités, les pays et les ensembles régionaux, de mesures radicales et alternatives" : la démocratisation de l'économie, la réorientation des investissements (notamment de recherche) vers les énergies renouvelables, la reconnaissance et la protection des biens publics mondiaux, la relocalisation des activités économiques, le retour à la régulation du commerce international, la promotion d'un modèle alimentaire alternatif...

Selon le collectif, la "justice climatique" ne peut être distinguée de la justice sociale et sa mise en oeuvre implique en premier lieu que "les responsabilités historiques des pays du Nord et du mode de développement productiviste dans cette crise globale [soient] reconnues".

– http://climatjustice.org/

Coordination SUD : "Face au défi climatique, exigeons davantage de solidarité internationale !"

Selon Coordination SUD (Solidarité, urgence, développement), "la crise climatique actuelle est le résultat des déséquilibres et des excès des modes de développement en vigueur, principalement dans les pays du Nord. Mais les impacts du changement climatique sont inégalement répartis : les pays du Sud sont les premières victimes alors même que leur responsabilité est limitée. La définition de modes de développement alternatifs, plus sobres en carbone et résilients aux effets néfastes du changement climatique est indispensable pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables..."

Trois principes en particulier doivent guider la recherche d'une solution à la crise climatique qui prenne en compte les impératifs de solidarité internationale :
- Reconnaître et garantir les principes d'additionnalité, d'efficacité et de transparence de l'aide
- Promouvoir la justice sociale comme vecteur de solidarité
- Veiller à des politiques publiques cohérentes et solidaires

La délégation des membres de Coordination SUD présents à Copenhague comprend : 4D, ACF, CCFD-Terres solidaires, CARI, Geres, Gret, Handicap international, Initiatives Développement, Planète Urgence.

– http://www.coordinationsud.org
– Les échos de la 1ère semaine de Copenhague, par la délégation de Coordination SUD

Evaluation des technologies : le collectif international ETC invite les décideurs à "réfléchir avant d'agir"

Le collectif ETC, qui regroupe 160 organisations de la société civile dans le monde, a publié dans la perspective de Copenhague une déclaration intitulée « Réfléchissons avant d'agir ! ». La déclaration vise à alerter les gouvernements devant l'absence, dans le projet d'entente sur les technologies de Copenhague, de toute mention d'un mécanisme d'évaluation environnementale et sociale fondé sur le principe de précaution. Sont visées, "des technologies telles que la géoingénierie, le génie génétique, les agrocarburants (biocarburants) et le biochar", qui pourraient bénéficier d'une promotion indue à Copenhague".

« En plus d'être les victimes de la crise climatique, nous ne voulons pas devenir les cobayes de nouvelles technologies non éprouvées ou de technologies dangereuses plus anciennes comme l'énergie nucléaire, sous prétexte qu'il faudrait une intervention technologique plus musclée afin de régler le problème climatique » déclare ainsi Ricardo Navarro, des Amis de la Terre International...

– http://www.etcgroup.org/en/node/4965

Un appel pour la"grève de la viande"

La surconsommation de viande, et tout ce qu'elle suppose en matière d'occupation des sols et de déploiement agro-industriel, compte aussi de manière non négligeable dans la crise climatique... Un "appel à la grève de la viande" a été lancé :

"Même si des initiatives se dessinent aujourd'hui pour freiner la catastrophe, le gouvernement français passe sous silence un élément majeur de notre responsabilité : la surconsommation de viande.

En effet la surconsommation de produits d'origine animale est largement responsable :

- du réchauffement climatique, de la déforestation et de la dégradation des sols,
- de la faim dont souffre plus d'un milliard d'êtres humains,
- de milliards d'animaux terrestres et aquatiques élevés et abattus dans des conditions innommables,
- du gaspillage et de la pollution des eaux.

(...) C'est pourquoi, nous, citoyens de cette planète, exigeons dès aujourd'hui en France des mesures énergiques pour faire baisser la consommation de viande et un moratoire sur l'élevage intensif.

Symboliquement, pendant la durée du sommet, nous sommes en grève ! Une grève de la viande."

– http://www.viande.info/

Le point de vue du M'PEP : "Un nouvel ordre commercial international est nécessaire : il faut remplacer l'OMC par l'OIC"

Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) envisage les enjeux de Copenhague dans une réflexion très globale et politique. Son porte parole Jacques Nikonoff écrit dans une tribune publiée par *Le Monde* du 20 novembre 2009 : « Le démantèlement du libre-échange est urgent. (...) Il a servi à mettre en concurrence les systèmes nationaux de protection sociale et de fiscalité. Résultat : délocalisations, désindustrialisation, pression sur les salaires, destruction des acquis sociaux au Nord. Le Sud n'est pas mieux loti : le développement de son agriculture a été interdit. Il accélère les risques environnementaux : appauvrissement de la biodiversité, changement climatique, pénuries d'eau, accumulation de substances toxiques... Le dumping environnemental s'ajoute aux dumpings social et fiscal. » Les désordres et dégâts sociaux, économiques et environnementaux ont ainsi selon l'auteur les mêmes causes de fond et le remède passe par un « vaste mouvement international de sortie de l'OMC [Organisation mondiale du commerce] » et la création d'une « Organisation internationale du commerce (OIC), dans le cadre de l'ONU », qui « garantirait à tous les pays leur sécurité et souveraineté alimentaires [et permettrait] d'interdire les délocalisations, les paradis fiscaux, le dumping fiscal, environnemental et social » par le biais « de mesures de protectionnisme social et environnemental ».

– Plus d'infos sur www.m-pep.org/spip.php ?article1550

Autres ressources et acteurs

Sites institutionnels

– Site officiel de la Conférence : http://fr.cop15.dk/
– Portail en français du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm
– Site (et pétition) lancé par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) : www.sealthedeal2009.org/
– Le site lancé par le Ministère français du développement durable : www.copenhague.developpement-durable.gouv.fr/copenhague/
– Le blog lancé par l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) : http://blog.iddri.org/

ONG et campagnes

– Réseau Action climat : http://www.rac-f.org
– Sites des Amis de la Terre dédié à Copenhague : www.justice-climatique.org/ et www.dubruitpourleclimat.org/
– Une campagne au niveau international : http://tcktcktck.org/fr/
"Des groupes religieux, des syndicats, des organisations écologiques et humanitaires, des leaders de la société civile et des individus lambdas du monde entier nous rejoignent dans cet appel mondiale à l'action. TckTckTck est le cœur de la mobilisation de la société civile et des citoyens qui souhaitent la signature d'un accord audacieux sur le changement climatique à Copenhague. Le monde est prêt."
– Campagne d'Oxfam France - Agir ici (en lien avec "l'Ultimatum climatique") : Ca chauffe pour les pays du Sud !
– Une compilation de ressources établie par le Réseau IPAM - AITEC

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1257